

Yoan COMBARET
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/01148 - N° Portalis
DBYB-W-B7E-M216

Minute n° : 20/00904

Nous Yoan COMBARET, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 12 Octobre 2020 à la demande de Madame Nathalie BENOIT,

concernant : Monsieur
né le 26 Juin 1936 à MONTPELLIER (HERAULT)
23 rue Bertrand de Born
Les Hauts de Massane
34080 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 19 Octobre 2020 de M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 19 Octobre 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE
- Madame l' _____ tiers
- Monsieur _____

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 20 Octobre 2020,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, Monsieur _____ assisté de Maître Marion CONSTANTINIDES, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Maître Marion CONSTANTINIDES qui a déposé des conclusions visées par le greffier,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec Monsieur _____

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare : j'étais à la clinique Saint Antoine car je venais de perdre ma nièce. Elle avait deux cancers. Comme on est très lié, ça m'a bousculé. J'ai fait une sorte de dépression. À Montarnaud, tout se passait bien. J'allais pour me coucher. Dans la nuit, je me suis levé pour uriner. Je n'ai pas senti le sol. Je suis tombé et je me suis fait mal. Suite à ça, j'ai été voir le responsable de l'étage, pas sympa du tout. Je me suis emporté. Il s'est emporté. Quand il a vu les dégâts, il est venu s'excuser. Suite à ça, j'ai plus rien compris. Une ambulance m'a amené à la Colombière. J'en pense le plus grand bien des traitements. Je voudrais sortir pour aller chez moi. Je fais du jardinage et bricolage. Je suis à la retraite, j'étais dans le chauffage central. En 1982, j'ai déjà été suivi pour dépression quand on m'a annoncé le cancer de ma femme.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :
L'avocate soutient ses conclusions.

Sur le fond, Monsieur a expliqué sa situation. Je n'arrive pas à savoir pourquoi il a été amené à la Colombière. Il n'est pas à l'aise ici où il y a des bagarres. Il a encore mal suite à sa chute. Il n'y a pas eu d'examen pour voir s'il y a quelque chose de cassé.

L'intéressé déclare : mon ami a été témoin d'une altercation. J'ai dû esquiver une chaise. J'ai eu aucun examen.

Je ne vois aucun problème pour rentrer chez moi. Je vis seul la plupart de l'année. Ma fille travaille et rentre le soir à 20h30. Son copain a une entreprise de travaux publics, il rentre tard aussi. Je ne les vois pas.

Je ne veux pas réintégrer ce service et la Colombière même.

La décision est mise en délibéré au 21 octobre 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Conformément au moyen soulevé par le conseil de Monsieur [nom], il ressort du certificat médical de saisine de la présente juridiction une incohérence sur l'état de santé de Monsieur puisque l'avis motivé parle à la fois d'un patient calme et compliant aux soins puis "d'aucune conscience des troubles et opposition aux soins" ne permettant pas de justifier de manière circonstanciée la nécessité de poursuite des soins ;

Qu'en conséquence, il convient de rejeter la demande de maintien en hospitalisation complète et d'ordonner la mainlevée de la mesure dans un délai de 24 heures maximum afin de permettre la mise en place d'un programme de soins adapté ;

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code de la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 21 Octobre 2020 par Yoan COMBARET, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention

Mentions de notification envoyée le 21 Octobre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur [nom] par l'intermédiaire de l'hôpital
- Maître Marion CONSILAN TINIEN par courriel
- Madame [nom] par lettre simple

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 21 Octobre 2020 à 14 h 00

Le greffier

Stéphane GERES
VICE-PROCUREUR

Nous,

, procureur de la République, déclarons :

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision et en interjeter appel

Signature :

